

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 25 novembre 2021
(Convocation du 17 novembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-cinq novembre deux mille vingt et un à 10h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Madame et Messieurs Dominique Degos, Paul Carrère, Charles Pelanne, Bernard Pouban, Gérard Castet

Étaient excusés :

Madame et Messieurs Céline Salles, Bernard Verdier, Thierry Carrère

Secrétaire de séance :

Madame Dominique Degos

OBJET : Conventions / Ressource en eau - Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour - Convention de partenariat pour la mise en œuvre projet de valorisation agricole des eaux traitées issues de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan

Exposé des motifs :

Dans le cadre du projet de territoire de gestion de l'eau du Midour, le plan de retour durable à l'équilibre approuvé par le préfet de bassin Adour Garonne prévoit quatre grandes familles d'actions ; les systèmes hydro-économiques, les changements de pratiques agricoles et les services rendus par la nature, le confortement du stockage à vocation multi-usages et enfin la réutilisation des eaux traitées de stations d'épuration. Cette dernière famille d'actions concerne potentiellement trois projets d'économie circulaire sur les communes de Mont-de-Marsan, Villeneuve-de-Marsan, Nogaro et génère environ 20% des économies totale d'eaux du PTGE.

Il est rappelé que suite à l'appel à projets EC'EAU (économie circulaire de l'eau), lancé par l'Entente pour l'Eau le 30 juillet 2021, l'EPTB, par délibération 98/2021 du 29 septembre 2021, a décidé de déposer une note d'intention en partenariat avec Mont-de-Marsan Agglomération (Régie de l'assainissement), le syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant du Ludon et du Gaube et la chambre d'agriculture des Landes.

Cette note d'intention concerne la mise en œuvre du projet de valorisation agricole des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan (étude de faisabilité technico-économique et travaux). À terme, cette action va conduire à une baisse des prélèvements dans le milieu en période d'eaux basses de 1 500 000 mètres cubes et va supprimer tous les rejets actuels au droit de la station du Conte tout en permettant de sécuriser l'approvisionnement en eau de 1 000 hectares d'exploitations agricoles.

À cet effet, une convention a été élaborée par l'ensemble des partenaires afin de définir le rôle des quatre parties prenantes du projet ainsi que de valider les modalités techniques, financières, réglementaires et juridiques d'intervention de chaque partie pour la mise en œuvre et la pérennisation du projet de valorisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Conte.

Il a été défini que l'Institution Adour sera la structure coordinatrice du projet pour le compte des partenaires auprès des financeurs et des services de l'État. L'Institution Adour animera les réunions de concertation entre les partenaires.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



La régie d'assainissement de l'agglomération sera maître d'ouvrage pour la réalisation des installations de traitement nécessaires à la mise en conformité de l'eau afin d'être compatible avec l'irrigation des cultures. Elle réalisera le réseau d'amenée et assurera l'acheminement de l'eau jusqu'aux bassins où elle sera tamponnée et stockée.

L'EPTB sera maître d'ouvrage pour la réalisation des bassins de stockage des eaux usées traitées (acquisitions foncières, procédures réglementaires, études nécessaires, demandes de financement, appels d'offres). Il assurera la gestion des bassins et établira un contrat de réalimentation avec le syndicat intercommunal des eaux du Ludon et du Gaube.

Le syndicat intercommunal des eaux du Ludon et du Gaube sera maître d'ouvrage des stations collectives et des réseaux de distribution et de raccordement aux réseaux individuels des irrigants du Ludon. Il refacturera annuellement aux bénéficiaires les coûts de gestion.

La chambre d'agriculture des Landes assurera l'animation et le démarchage auprès des agriculteurs du territoire. Elle assurera l'assistance maîtrise d'œuvre auprès du syndicat intercommunal des eaux du Ludon et du Gaube pour la partie technique de reconnexion des réseaux agricoles.

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention partenariale telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 25 novembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Syndicat
intercommunal
d'aménagement et de
gestion des eaux du
bassin versant du
Ludon et du Gaube

CONVENTION PARTENARIALE

Mise en œuvre du projet de valorisation agricole des eaux traitées
issues de la station d'épuration de Conte à Mont de Marsan

Entre d'une part,

L'établissement public territorial de bassin **Institution Adour**, ci après désigné EPTB, sise 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40025), représentée par son Président Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du comité syndical en date du 25 novembre 2021

Et d'autre part,

Mont-de-Marsan Agglomération - Régie de l'assainissement, ci après dénommé « La Régie », sis 575 avenue du Maréchal Foch à Mont-de-Marsan BP 70171 (40003 CEDEX), représentée par son Président Monsieur Charles DAYOT, dûment habilité à signer la présente convention par délibération en date du **xxxx**

Et

Le Syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant du Ludon et du Gaube, sis Mairie à Hontanx (40190) Représenté par son Président Monsieur Jean-François CAZALIS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération en date du **xxxx**

Ainsi que,

La Chambre d'Agriculture des Landes, sis 55 avenue Cronstadt à Mont-de-Marsan (40005), représentée par sa Présidente Marie-Hélène CAZAUBON, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération en date du **xxxx**

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :



Article 1. Objet de la convention

La Régie a étudié la possibilité de valoriser en agriculture les eaux traitées issues de sa station d'épuration de Conte située à Mont-de-Marsan. Les résultats de cette étude ont conclu à la faisabilité de cette valorisation en substitution de prélèvements d'eau agricoles à usage d'irrigation dans une ressource en eau déficitaire. Pour ce faire, la station d'épuration de Conte sera dotée de moyens de traitement de l'eau innovants permettant de garantir une qualité d'eau compatible avec l'irrigation des productions agricoles y compris à destination de la consommation humaine.

Le projet de valorisation de cette eau va consister à mettre à disposition l'intégralité des volumes d'eau traités annuellement par la station d'épuration de Conte. Il sera nécessaire d'acheminer continuellement l'eau traitée durant l'année dans différents bassins de stockage implantés dans les secteurs irrigués ciblés, afin de garantir la mise à disposition de cette ressource pour les irrigants en période estivale. En cas de remplissage de l'intégralité des bassins (année humide, faible besoin d'irrigation,...), le rejet de la STEU sera réalisé au point actuel de rejet dans le Midou, dans les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement de Conte, en vigueur au moment de l'événement.

Ce projet d'aménagement du territoire a été présenté et retenu dans le cadre du Projet de territoire pour la Gestion de l'Eau du Midour validé par le préfet de Bassin Adour Garonne en 2020. Sa mise en fonctionnement contribuera au retour à l'équilibre qualitatif et quantitatif du bassin versant du Ludon, affluent du Midou aval. A ce titre l'EPTB, dont la mission est de garantir le retour au bon état des masses d'eaux du bassin de l'Adour, prendra en charge la réalisation et la gestion des bassins de stockage.

Le Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon et du Gaube aura pour mission de distribuer l'eau aux irrigants concernés, via la création de stations de pompage collectives en pied de chaque bassin et la réalisation des réseaux de distributions collectifs équipés de bornes d'irrigation. Il assurera la gestion de ces ouvrages pour le compte des irrigants bénéficiaires.

La présente convention a pour objet :

- de définir le rôle des 3 parties prenantes au projet, à savoir : la Régie, l'EPTB et le Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon et du Gaube,
- de valider les conditions techniques, financières, réglementaires et juridiques entre partenaires pour la mise en œuvre et la pérennisation de ce projet de valorisation des eaux de la station d'épuration de Conte.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention sera conclue avant le lancement des études préalables du projet, à condition d'avoir reçu les garanties d'obtention de l'ensemble des financements nécessaires à sa réalisation, sous réserve d'un taux de 80% pour l'ensemble du projet.

La durée de cette convention est limitée à 35 ans à la date de signature.

Un an avant la date d'échéance de la convention, les parties conviendront d'une rencontre pour décider d'une reconduction, et dans l'affirmative renégocier éventuellement ses termes.

La présente convention ne pourra être résiliée avant son terme sauf accord express des trois parties.

Article 3. Rôle des partenaires

La Régie d'assainissement - Mont de Marsan Agglomération:

Elle sera maître d'ouvrage pour la réalisation des installations de traitement nécessaires à la mise en conformité de l'eau, afin d'être compatible avec l'irrigation des cultures. La qualité d'eau correspondra à celle d'une classe de qualité A de l'eau de récupération en sortie de la STEU et des bassins de stockage, au sens de la réglementation européenne du 05/06/2020. Les installations de



traitement seront implantées sur le site de la station de Conte, propriété de Mont-de-Marsan Agglomération. Elle garantira le traitement et la mise à disposition d'un volume moyen d'eau de 1,54 million de m³ annuellement.

Cette eau sera acheminée vers les bassins de stockage par un réseau d'amenée et une station de reprise intermédiaire, réalisés par la Régie. Elle définira le meilleur tracé du réseau d'amenée et s'occupera de l'ensemble des démarches, études, dossiers réglementaires (commun avec les autres partenaires, portés par l'EPTB) et servitudes nécessaires à leur réalisation.

Elle organisera les appels d'offres pour la partie travaux la concernant et s'appuiera sur l'EPTB pour faire remonter les demandes de financements.

La Chambre d'Agriculture des Landes :

Elle sera en charge de l'animation et du démarchage auprès des agriculteurs du territoire concerné par le projet.

Elle viendra en appui au Syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant du Ludon et du Gaube en tant qu'assistance maître d'œuvre en ce qui concerne la partie technique de reconnexion des réseaux agricoles.

L'EPTB :

Il sera maître d'ouvrage pour la réalisation des bassins de stockage des eaux traitées. Il procédera à l'acquisition foncière des parcelles nécessaires à leur implantation et réalisera, en tant que coordonnateur du groupe de commande, l'ensemble des procédures réglementaires (un seul marché de maîtrise d'œuvre, où chaque partie assure la commission d'appel d'offres spécifique à ses travaux) et études nécessaires à la réalisation des travaux. Il procédera à l'ensemble des demandes de financement pour la réalisation des bassins de stockage. Il organisera les appels d'offres et animera les commissions d'ouvertures des plis, en associant les autres parties pour expertise.

Il assurera le rôle de coordonnateur du projet pour le compte des partenaires auprès des financeurs et des services de l'Etat. Il animera les réunions de concertation entre les partenaires.

L'EPTB refacturera annuellement la part non subventionnée des investissements ainsi que les frais de gestion et d'entretien des ouvrages auprès du Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon par l'intermédiaire d'un contrat de réalimentation établi sur la base des surfaces bénéficiaires directement concernés par le projet.

Le Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon et du Gaube :

En tant que gestionnaire des pompages d'irrigation implantés sur le bassin du Ludon, il sera maître d'ouvrage pour la réalisation des stations de pompage collectives et les réseaux de distribution et de raccordement aux réseaux individuels des irrigants du Ludon. Il gèrera l'acquisition foncière et l'obtention des servitudes de passage pour l'implantation des réseaux.

Il organisera les appels d'offres pour la partie travaux le concernant et s'appuiera sur l'Institution Adour pour faire remonter les demandes de financements.

Le Syndicat intercommunal de gestion du Ludon et du Gaube refacturera annuellement la part non financée des investissements ainsi que les frais de fonctionnement auprès des irrigants bénéficiaires, dont les frais liés au contrat de réalimentation de l'EPTB établi sur la base des surfaces engagées par les irrigants.

Article 4. Conditions techniques de mise à disposition

La Régie assurera un suivi régulier de la qualité de l'eau transférée dans les bassins de stockage pour garantir la qualité d'eau visée telle que définie à l'article 1. Elle mettra en œuvre toutes les dispositions pour corriger les défauts potentiels de qualité.



L'EPTB assurera la construction et l'exploitation des bassins de stockage. Elle dimensionnera les bassins pour stocker l'intégralité des volumes d'eau issus de la station d'épuration, ainsi que le volume d'impluvium tombant au droit des ouvrages. Elle fixera les dates de mise en service des bassins de stockage, et donnera l'autorisation de remplissage à la Régie intercommunale.

Le remplissage des ouvrages, piloté par la Régie et l'EPTB, se fera par paliers et de manière alternative entre les ouvrages, pour permettre un remplissage équitable entre les différents bassins.

A cette date, les partenaires s'engageront à respecter l'intégralité des modalités notifiées dans les articles de la présente convention. Par la suite, elle mettra à disposition du Syndicat intercommunal le volume d'eau utile des bassins de stockage en début de saison d'irrigation, et peut être sollicitée ponctuellement pour des besoins plus précoces.

Le Syndicat intercommunal distribuera l'eau auprès des irrigants sur la base d'un quota de 1700m³/ha. Il s'engage à faire contractualiser l'intégralité des volumes utiles des bassins auprès des irrigants en substitution de pompages dans le Ludon et ses affluents. Le quota pourrait être réévalué en cours de saison d'irrigation selon les volumes d'eau encore disponibles dans les ouvrages, et selon les conditions climatiques du début de saison d'irrigation, pour garantir l'optimisation de l'utilisation des eaux, ceci après concertation des partenaires et de l'OUGC.

Article 5. Conditions financières

- Comme défini à l'article 3, la Régie prendra à sa charge les frais financiers liés aux études préalables, à la constitution des dossiers réglementaires, à l'amortissement de ses ouvrages, aux coûts des traitements complémentaires, et de l'acheminement de l'eau dans les bassins. La part financière liée au coût énergétique d'acheminement de l'eau, qui sera déterminée à la suite des études préalables, sera prise en charge par le Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon et du Gaube.
- L'EPTB prendra à sa charge les frais financiers concernant aux études préalables, à la constitution des dossiers réglementaires, à l'amortissement de ses ouvrages, à l'entretien, et à la surveillance des bassins de stockage. Il répercutera ces coûts sur le montant du contrat de réalimentation passé auprès du Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon et du Gaube. A titre indicatif, selon l'étude prospective de 2018, le montant de cette contribution annuelle était estimée à 72 500 €HT/an soit (75€/ha irrigué). Cette contribution sera réglée par le Syndicat intercommunal avant le 31 décembre de l'année n et sera révisable tous les 5 ans, selon des indicateurs qui restent à définir.
- Pour permettre d'honorer sa contribution financière auprès de l'EPTB, le Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon et du Gaube réalisera un appel de cotisation auprès des irrigants au 1er novembre de l'année n. Un second appel de cotisation sera émis en janvier de l'année n+1 pour facturer auprès des irrigants les frais d'amortissement, de fonctionnement et d'entretien des stations collectives et des réseaux de distribution par un appel de cotisation auprès de ces bénéficiaires.

Article 6. Conditions juridiques

Ce projet n'est viable que par la complémentarité des quatre partenaires. Le partenariat scellé par cette convention ne pourra pas être rompu avant la fin de sa durée, prévue à l'article 2, sauf cas de force majeure prévu à l'article 7.

Les partenaires s'engagent à respecter l'intégralité des termes de la présente convention quadripartite. En cas de non-respect de la présente convention, les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté, à l'initiative de la partie la plus diligente, devant la juridiction compétente.



Article 7. Cas de force majeure

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, outre les cas généralement retenus par la jurisprudence de la cour de cassation, un désordre majeur sur la station d'épuration, le réseau d'acheminement des eaux ou les bassins de stockage immobilisant ceux-ci pour une durée indéterminée.

1- Suspension de l'autorisation d'exploitation de la STEP de Conte :

La régie assurant une mission de service public, elle assure mettre en place les moyens techniques, humains et financiers pour assurer un fonctionnement permanent de la station d'épuration et par conséquent l'alimentation des bassins. Malgré cela, en cas de force majeure nécessitant un arrêt d'exploitation de la station d'épuration, la Régie s'engage à mettre en œuvre tout les moyens pour un redémarrage dans les 3 mois et au-delà elle mettra en œuvre une ou des unités mobiles pour reprendre une exploitation et un traitement des eaux usées.

2- Impossibilité d'acheminer l'eau aux bassins de stockage :

En cas de désordre majeur sur la conduite d'amenée d'eau ou sur les installations de transfert (canalisations, forages dirigés, station de reprises), la régie garantie mettre en place les moyens humains (équipes travaux réseau, électromécanicien) pour remettre en service les ouvrages dans le mois suivant l'incident. En cas d'incident plus grave (exemple : rupture des canalisations dans un des forages dirigés), la régie fera appel à des prestataires habilités dans les meilleurs délais, qui seront communiqués aux autres partenaires. Dans ce cas, la Régie ne sera pas tenue responsable du manque d'eau auprès des deux autres partenaires. Le rejet de la STEU sera réalisé au point actuel de rejet dans le Midou, dans les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement de Conte, en vigueur au moment de l'événement.

3- Impossibilité de remplissage de certains ouvrages de stockage.

En cas d'arrêt d'exploitation d'un ou plusieurs bassins de stockage lié à un désordre majeur générant une impossibilité de mise en eau dans les 3 mois suivants, l'EPTB ne sera pas rendu responsable de la non fourniture d'eau auprès du Syndicat intercommunal de gestion des eaux du Ludon et du Gaube. Elle s'engagera néanmoins à réévaluer le montant de la contribution financière du Syndicat proportionnellement au volume encore disponible dans les ouvrages. Le rejet de la STEU sera réalisé au point actuel de rejet dans le Midou, dans les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement de Conte, en vigueur au moment de l'événement.

4- Nécessité de mise en-conformité des eaux traitées en sortie de bassin de stockage en agriculture.

En cas de qualité d'eau incompatible avec l'irrigation, les partenaires s'engageront à équiper les stations de reprise de systèmes de traitement adaptés en sortie des bassins. La charge financière de ces équipements sera répartie équitablement entre les trois maîtres d'ouvrage.

Article 8. Responsabilités

Durant l'exécution de la présente convention, outre l'application des dispositions déclinées dans les articles précédents, chacune des parties est responsable des préjudices directs personnels et certains qu'elle causerait à la partie co-contractante, par commission ou omission.

Chacune des parties s'engage à prendre en charge les assurances nécessaires.

Article 9. Élection du domicile

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, y compris pour la notification ou la signification de tous les actes, l'élection de domicile est à l'EPTB - 38 Rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex.



Fait en 4 exemplaires originaux.

Fait à Mont-de-Marsan, le.....

Pour Mont de Marsan Agglomération
Régie de l'assainissement
le Président,

Charles DAYOT

Fait à Mont-de-Marsan, le.....

Pour la **Chambre d'Agriculture des Landes**
La Présidente,

Marie-Hélène CAZAUBON

Fait à Pujo-le-Plan, le.....

Pour le **Syndicat intercommunal de
Gestion des eaux du Ludon et du Gaube**
le Président,

Jean-François CAZALIS

Fait à Mont-de-Marsan, le.....

Pour l'**EPTB Institution Adour**
le Président,

Paul CARRÈRE

